

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
Cité administrative Bâtiment A
24016 Périgueux Cedex

Périgueux, le 27/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

DOUMEN LOGISTIQUE DORDOGNE

LD LES BOURRIAUDS
1714 route de Nontron
24530 Champagnac-De-Belair

Références : FF/Ubd 24-47/006/2026
Code AIOT : 0100022748

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/01/2026 dans l'établissement DOUMEN LOGISTIQUE DORDOGNE implanté LD LES BOURRIAUDS 1714 route de Nontron 24530 Champagnac-de-Belair. L'inspection a été annoncée le 04/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DOUMEN LOGISTIQUE DORDOGNE
- LD LES BOURRIAUDS 1714 route de Nontron 24530 Champagnac-de-Belair
- Code AIOT : 0100022748
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise DOUMEN Logistique Dordogne exploite sur la commune de Champagnac-de-Belair un entrepôt de stockage d'une superficie de plus de 50 000 m³. Cet établissement est connu des services de la DREAL Nouvelle-Aquitaine et dispose d'une déclaration ICPE pour la rubrique 1510 Entrepôts.

Une régularisation est nécessaire compte-tenu du dépassement du seuil de classement en enregistrement pour la rubrique 1510.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	AP de Mise en Demeure du 26/01/2024, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Pour des raisons de santé, la personne responsable des aspects ICPE du site n'a pas été en mesure de mener à bien la constitution du dossier.

Il est donc proposé que l'exploitant dispose d'un temps supplémentaire pour la conception de celui-ci, tout en encadrant le délai concédé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/01/2024, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Régularisation administrative
Prescription contrôlée : Dans le cas d'un volume supérieur ou égal à 50 000 m ³ , la société Doumen Logistique Dordogne dépose (ou adresse ou télédéclore) un dossier de demande d'enregistrement, conformément aux articles R. 512-46-1 et suivants du Code de l'Environnement, complet et recevable en préfecture sous 7 mois à compter de la notification du présent arrêté. L'exploitant fournit dans un délai de 2 mois les éléments justifiants du lancement de la constitution du dossier de demande d'enregistrement.
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a expliqué à l'inspecteur des Installations Classées que l'avancée du dossier avait été stoppée en raison :

- du changement de prestataire pour la réalisation du dossier, passage au bureau d'étude Bureau Veritas ;
- de l'absence pour raison de santé depuis mi-2024 de la personne en charge des aspects ICPE de son installation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La personne en charge du dossier ICPE de l'installation étant de retour de congés maladie depuis début janvier 2026, et, compte-tenu du retard pris dans la rédaction du dossier, un délai supplémentaire est proposé afin que l'exploitant puisse fournir un dossier d'enregistrement complet et recevable.

Celui-ci devra parvenir au service de la préfecture au plus tard le 2 novembre 2026.

Des points d'étape à 3 et 6 mois, sur les mois d'avril et de juillet 2026 seront organisés avec l'exploitant. Dans l'éventualité où l'avancement du dossier d'enregistrement ne serait pas significatif, il pourra alors être proposé à Madame La Préfète de Dordogne la signature d'un arrêté préfectoral d'astreinte administrative afin d'encadrer la régularisation de l'installation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois